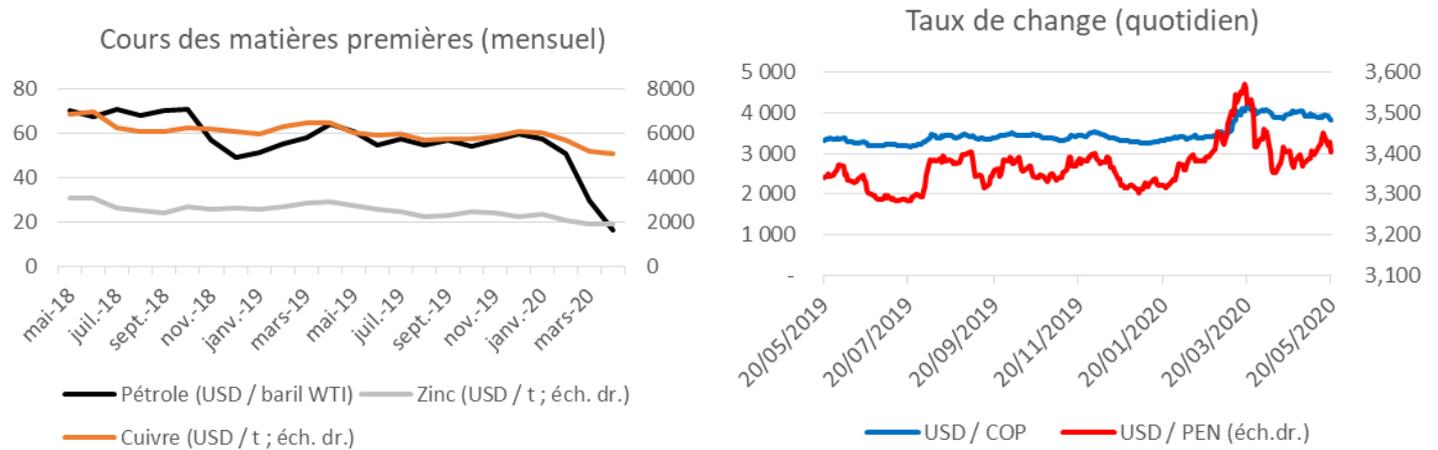




Région 2019 – Population : 138 M PIB : 785 Mds USD



Nouvelles mesures ou annonces sanitaires / économiques.

	Etat du confinement	Macro	Sectoriel	Banque Centrale
Bolivie		Bono familial : 2 M habitants	+basse production gazière mensuelle en avril depuis 2003	
Colombie	01/06/2020 : déconfinement général (reprise vols internationaux prévue le 31/08) A partir du 01/06, autorisation coiffeurs (RV), centres commerciaux, musées et bibliothèques (à 30% capacité)	1,1% croissance au T1 g.a. mais -4,9% en mars ; +15 pts taux pauvreté 2020 (université Los Andes); 3 jours sans TVA en juin et juillet	-30 à -50% trafic aérien sur l'année 2020 ; occupation hôtels 24% moyenne au T1 ; perte fiscale 600 Mds COP sur impôt consommation restos	
Equateur	« Feux jaunes » Cuenca et Guayaquil	Fonds solidaire 1,3 Md USD (abondé salariés privés et fonctionnaires publics) rejeté par Assemblée nationale mais flexibilisation code travail et plafonnement budgétaire approuvés ; -1 Md USD masse salariale et -400 MUSD budget fonctionnement Etat ; décret libéralisation prix carburant ; vente 7 entreprises publiques ; fermeture plusieurs Ambassades	Ligne crédit sur fonds IFI 1,15 Md USD banques privées pour financer textile, tourisme et restos	
Pérou		Plan total COVID : 35 Mds USD (17% PIB) ; -3,4% croissance au T1	+2,9% secteur agro au T1 ; division par 2 produits pétroliers entre février et mai (-79% redevances)	
Venezuela	Retour 43 000 migrants		Importations urgence pétrole d'Iran	

Bolivie**2019 – Population : 12 M****PIB : 42 Mds USD****Le ministre de la Santé est arrêté par la police dans le cadre d'une enquête pour l'achat de respirateurs avec surcoût.**

Le ministre de la Santé a été congédié puis arrêté pour enquêter sur son implication dans un scandale de corruption au sujet de l'achat de 170 respirateurs artificiels avec des surcoûts de jusqu'à 4 fois leur prix. Les ventilateurs, produits par une entreprise espagnole à 7 194 USD chacun, ont été achetés à des intermédiaires pour un total de 4,7 MUSD soit autour de 28 000 USD chacun. À présent, l'entreprise intermédiaire IME consulting nie le surcoût indiquant que la différence de prix correspond à des logiciels supplémentaires et des coûts de transport. Avec l'ex-ministre, un autre fonctionnaire du ministère de la Santé, le directeur et deux consultants de l'AISEM (agence d'infrastructure en santé et équipement médical) ont été arrêtés.

Colombie**2019 – Population : 48 M****PIB : 328 Mds USD****Le confinement a encouragé l'usage des paiements électroniques.**

Alors que les paiements en espèces dominaient jusqu'alors largement les dépenses quotidiennes des ménages (84% des volumes), le confinement a favorisé les commandes sur Internet et les livraisons à domicile réglées par carte. Selon le cabinet Bain, 13 M de Colombiens ont ainsi acheté en ligne pour la première fois au cours du confinement (notamment loisirs en ligne et alimentation), dont 70% auraient l'intention de poursuivre ce mode d'achat.

Equateur**2019 – Population : 17 M****PIB : 108 Mds USD****Approbation de la loi humanitaire et de la réforme à la loi des finances publiques et annonce de nouvelles mesures.**

L'Assemblée nationale a approuvé la Loi humanitaire et la réforme au code des finances publiques qui permettront, entre autres, de donner un cadre juridique aux mesures annoncées par le gouvernement en réponse à la chute de l'activité économique et notamment la flexibilisation des contrats de travail. La réforme au code des finances publiques autorise le plafonnement à 5% (contre 15% actuellement) de la possibilité pour le pouvoir exécutif d'augmenter le budget annuel approuvé par l'Assemblée nationale, la création d'un fonds de stabilisation fiscale abondé avec les surplus pétroliers et miniers pour lisser les évolutions des recettes liées aux fluctuations des cours des matières premières et la redéfinition du calcul de la dette publique en intégrant les normes internationales. Le gouvernement a par ailleurs annoncé des mesures d'austérité de l'ordre de 4 Mds USD (réduction de la masse salariale, dépenses de fonctionnement, fermeture d'entreprises publiques) et la libéralisation des prix des combustibles.

Mise en place d'un fonds de 1.150 MUSD pour financer le secteur privé.

Le gouvernement a consolidé un fonds ('Reactivate Ecuador') de 1,15 Mds USD, abondé par les multilatéraux (FMI, CAF, BID, Banque Mondiale et DFC) pour permettre le financement des PME, en particulier celles des secteurs du tourisme, la restauration des services et du textile, à travers le système financier privé. Les entreprises pourront utiliser ces ressources aussi bien pour le paiement des salaires que pour des investissements, à des taux préférentiels, et pour des montants compris entre 500 USD et 500 000 USD.

Pérou**2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Le taux de pauvreté monétaire en 2019 a été de 20,2%.**

Selon l'INEI (Institut National des Statistiques et Informatique) 20,2% (-0,3 p.p. par rapport à 2018) des péruviens dépensent moins de 352 PEN (103 USD) par mois par personne, coût du panier de la ménagère qui sert comme référence pour établir la ligne de pauvreté. La pauvreté extrême, pour sa part, a affecté 2,9% de la population (dépenses mensuelles inférieures à 187 PEN ou 55 USD) en 2019. Le taux de pauvreté reste stable dans la plupart des régions mais on remarque une hausse de 1,1 p.p à Lima et une réduction de 4.4 p.p sur la Côte rurale. En 2019, les dépenses mensuelles moyennes par personne atteignaient 785 PEN (+1,2% par rapport à 2018 ; 230 USD) tandis que les revenus mensuels moyens par personne étaient de 1 035 PEN (+1,3%, 304 USD) et que le salaire minimum est de 930 PEN (273 USD).

Suriname**2019 – Population : 0,6 M****PIB : 3,8 Mds USD****Réapparition du coronavirus et paquet d'appuis économiques.**

Après 44 jours sans cas identifié, un nouveau cas positif a été détecté mardi 19 dans le pays. Face au risque de nouvelles vagues, les autorités ont lancé un fonds d'urgence de 53 MUSD pour l'aide aux ménages fragiles et un fonds de relance de l'économie de 40 MUSD.

Venezuela**2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD****Le Groupe américain de communication AT&T met fin à l'activité de DirecTV.**

En raison des sanctions américaines sur PDVSA TV et Globovision, incompatibles avec la législation vénézuélienne qui oblige la diffusion des chaînes gérées par le gouvernement, DirecTV a annoncé son retrait du Venezuela. Le fournisseur de télévision payante comptait 2 millions d'abonnés, soit 44% du marché de la télévision privée. Toutefois, pour éviter une hégémonie des chaînes publiques, l'administration américaine propose un site internet (ustvgo.tv) pour permettre aux Vénézuéliens de regarder gratuitement 83 chaînes étrangères.

Les autorités monétaires portent plainte contre la Banque d'Angleterre (BoE).

La Banque centrale du Venezuela (BCV) réclame le déblocage des 31 tonnes d'or monétaire déposées auprès de la BoE, pour une valeur totale estimée à 1 Md USD. Les autorités monétaires affirment que les recettes issues de la vente de cet or serviront à financer les agences des Nations-Unies engagées dans la lutte contre le covid-19.

La justice américaine rejette l'appel sur Citgo déposé par les représentants de Juan Guaido.

A travers ce jugement, la cour suprême des États-Unis confirme les décisions émises par le tribunal d'arbitrage de la Banque mondiale et la cour d'appel de Philadelphie, permettant la vente aux enchères de Citgo dans le cas où l'État vénézuélien ne verserait pas la compensation de 1,4 Md USD due à Crystallex. Par ailleurs, l'Assemblée nationale a accepté la démission d'Alejandro Grisanti et Lizardo Gramcko du conseil d'administration *ad-hoc* de PDVSA. Cet organe a été nommé par Juan Guaido pour notamment protéger les actifs à l'étranger de l'entreprise nationale pétrolière et renégocier les engagements extérieurs.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr).

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12

Bogota - COLOMBIE

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine

Revu par : Alexandre LAURENT

Version du 21 mai 2020